



l'Internationale

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE • SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

Contre De Gaulle une seule arme l'action des masses



Les partis traditionnels, bourgeois ou ouvriers ont commenté avec le plus grand plaisir l'échec du dernier voyage du général-président.

Les dialogues entamés dans l'opposition de gauche reprennent de plus belle. Les formations radicales, pour réduites qu'elles soient maintenant, sont les plus bruyantes dans l'opposition bourgeoise. A leur droite, indépendants et M.R.P., mal remis de leur expérience anti-gaulliste, se tiennent presque silencieux.

Quant à la S.F.I.O. et au P.C.F., ils poursuivent leur rapprochement. Déjà on voit les deux partis collaborer dans la lutte contre la force de frappe, mais aussi au travers des syndicats qu'ils influencent. Prenant le vent, la fédération des produits chimiques F.O., sous l'impulsion de son secrétaire Labi — membre du P.S.U. — propose à ses homologues C.G.T. et C.F.T.C. la discussion des conditions de l'unité organique.

Les raisons d'un tel rapprochement sont sans doute davantage une conséquence de la volonté du régime bonapartiste de casser les partis, mais il faut ajouter que la politique khrouchtchévienne y est pour quelque chose, y compris bien entendu ses traits réformistes marqués.

Mais en dehors même des intentions de ses protagonistes, cette unité constituera pour la classe ouvrière et ses organisations, un atout considérable.

Cependant, bien entendu, les préoccupations restent purement « démocratiques ». Ou plutôt si la S.F.I.O. s'inquiète de voir préciser le caractère démocratique du socialisme dont elle se revendique toujours — maintenant que les voies réformistes sont admises par le P.C.F. — ce dernier veut s'en tenir au programme minimum de la rénovation démocratique. Il faut affirmer à nouveau, face à cela qu'il n'y a pas place pour une alternative démocratique bourgeoise à de Gaulle.

Aujourd'hui, le grand capital se place sans équivoque derrière le général-président. Et si, bien entendu, il replaçait quelques-uns de ses représentants directs parmi les radicaux dans le cas d'un

retour vers la gauche du balancier politique, il n'en est et reste pas moins hostile à tout retour au parlementarisme classique. Ces visées économiques et politiques vont à l'encontre du retour dans l'arène politique d'élus bourgeois devant tenir compte de leurs électeurs petits-bourgeois, donc hostiles à la concentration économique, et permettant ainsi un arbitrage à leurs profits, des partis ouvriers.

La classe ouvrière et les masses travailleuses ne manifestent aucun enthousiasme pour une démocratie parlementaire dont elles connaissent d'expérience le peu de bénéfice qu'elles en tirent.

Les bases de la nouvelle alliance P.C.F.-P.S. doivent donc être placées dans une perspective socialiste. Ce n'est d'ailleurs qu'à cette condition que la classe ouvrière s'en sentira véritablement concernée, qu'elle entraînera derrière elle de larges couches petites-bourgeoises.

Mais, si non seulement les partis ouvriers se cantonnent à un programme démocratique bourgeois, s'ils tendent la main aux radicaux et, de surcroît, placent leur lutte dans le cadre du régime actuel, l'unité ouvrière ne pourra aboutir à des victoires.

Or, c'est bien dans ce chemin fangeux qu'ils persistent. On parle bien de programme commun dans les états-majors ouvriers, mais il s'agit de celui qui permettrait la désignation d'un candidat unique à la Présidence.

Comme si de Gaulle était prêt à partir, comme s'il n'avait encore l'appui de larges couches de la population non seulement bourgeoises et petites-bourgeoises, mais encore d'ouvriers arriérés politiquement.

Il faut certes, aujourd'hui mettre debout un programme de gouvernement des travailleurs, mais il faut aussi remettre debout la classe ouvrière. Il faut qu'elle reprenne une confiance totale dans ses propres forces et offrent ainsi à la petite paysannerie et autres travailleurs une issue politique et économique tangible. Cela ne sera possible que si l'on substitue aux démarches parlementaires l'action directe des masses. Il ne s'agit pas de réclamer des votes, car à cela la bourgeoisie a mille réponses, mais de susciter l'énergie de la classe ouvrière.

C'est là le choix essentiel. Même pour ce premier pas — le rejet du bonapartisme — il faut des perspectives socialistes, révolutionnaires, car le bonapartisme, avec ou sans de Gaulle, devra être abattu.

Lucien COLLONGES.

OCTOBRE 1963
mensuel • n° 15
Un Franc
Afr. du N. : 0,50 F